



Revue de Presse Hebdomadaire n°2

Actualités du 6 février – 12 février 2012

SOMMAIRE

<u>I.</u>	SOLIDARITÉ dans la presse	3
<u>II.</u>	L'après-développement.....	5
<u>III.</u>	La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest et en Inde	7
<u>IV.</u>	Les Politiques Agricoles.....	14
<u>V.</u>	L'accès à la terre en Inde.....	19
<u>VI.</u>	Education et sensibilisation à la solidarité internationale	24

I. SOLIDARITÉ dans la presse

SOLIDARITÉ présentera les activités de l'association lors d'un Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement (C.I.C.A.) à la mairie du 9^{ème} arrondissement le 15 Février 2012:



The image shows a screenshot of the website for the 9th arrondissement of Paris. The header includes a search bar with 'RECHERCHER OK', a navigation menu with 'ACTUALITÉS', 'VOS DÉMARCHES', '9e PRATIQUE', and 'VIE CITOYENNE', and a logo for 'MAIRIE DU NEUZIÈME PARIS'. The main content area features a news article titled 'S'engager dans un projet associatif'. The article text reads: 'La prochaine réunion du Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement (CICA) aura pour thème « Le 9e s'engage pour parler un projet associatif ». Venez échanger sur vos projets associatifs avec le Maire du 9e et son équipe municipale.' It also states 'Entrée libre' and provides details for the meeting: '« S'engager dans un projet associatif » : Réunion du CICA Mercredi 15 février à 18h30 Mairie du 9e (salle du Conseil) 6, rue Crouot'. To the right of the article is a gallery of photos showing people at a meeting, with a caption: '« Habitant et associatif du 9e » participer au projet associatif Crouot Le 15'. Below the gallery is a yellow box with the text 'RÉUNION CICA' and 'MERCREDI 15 FÉVRIER 2012'. Further right is a yellow box titled 'Actualité citoyenne' with sub-headers: 'Ecole du 10, Clichy : inauguration sous le soleil', 'Grand froid : les gestes de prévention', and 'Voir plus loin ... A lire dans le Paris du 9e'.



* Comité d'Initiative et de Consultation d'Arrondissement.
Le CICA réunit les représentants des associations du 9^e
qui souhaitent participer à la vie démocratique du 9^e ainsi
que les élus de l'arrondissement.



« Habitants et associations du 9^e :
participez au projet associatif EnergieS 9 »

RÉUNION CICA*
MERCREDI 15 FÉVRIER 2012

À 18H30 - MAIRIE DU 9^E - SALLE DU CONSEIL

*le 9^e s'engage pour porter un projet associatif :
présentation d'EnergieS 9 (structure d'insertion de quartier
portée par des habitants et des associations,
ayant vocation à renforcer le lien social et à améliorer le cadre de vie)*

**Venez échanger sur vos projets avec
le maire du 9^e et son équipe municipale**



Mairie du 9^e
6, rue Drouot - Paris 9^e
tél. : 01 71 37 76 77
www.mairie9.paris.fr
Entrée libre



II. L'après-développement

Site : transitionfrance.fr

Un projet pour inspirer « récolte solidaire de fruits »

1^{er} février 2012



TRANSITION FRANCE

« Groupe de liaison : le tromboniscope

L'Amap du Béarn crée de l'emploi »



un projet pour inspirer « récolte solidaire de fruits » d « un Verger dans ma Ville » et SQY en transition

BY KITTY, ON FÉVRIER 1ST, 2012

RECHERCHE



L'association "un Verger dans ma Ville" vous invite à des « Récoltes solidaires de fruits 2012 »



ACTUALITÉS TT FRANCE

- Transition Network Newsletter – February 2012
- Groupe de liaison : le tromboniscope
- un projet pour inspirer « récolte solidaire de fruits » d « un Verger dans ma Ville » et SQY en

L'association "un Verger dans ma Ville" vous invite à des « Récoltes solidaires de fruits 2012 ».

Les particuliers ont parfois des arbres fruitiers qu'ils ne peuvent pas récolter faute de temps ou du fait d'un âge avancé ou d'une condition physique insuffisante. Il existe aussi des fruitiers anciens dans les espaces publics non récoltés ni taillés. Ainsi des fruits pourrissent sur les arbres. En parallèle, la baisse du pouvoir d'achat entraîne chez les ménages une difficulté de plus en plus grande à s'approvisionner en fruits frais.

Ce projet a pour but de récolter les fruits laissés à l'abandon dans les espaces publics ou chez les particuliers après accord écrit de toutes les parties. Une partie de la récolte serait offerte au propriétaire de l'arbre si l'action a lieu chez le particulier et le reste de la récolte était partagée entre les participants.

Participation ouverte aux familles (enfants mineurs sous la responsabilité entière d'un parent ou tuteur) adhérentes de l'association et/ou aux personnes bénéficiaires des associations caritatives locales

Un co-voiturage sera encouragé pour se rendre sur le site de la récolte.

Les récoltes seront encadrées par un ou plusieurs adhérents de l'association « Un Verger dans ma Ville » et, dans la mesure du possible, des informations seront données sur la variété, la conservation et l'utilisation des fruits, ainsi qu'un partage de savoir-faire et des réponses aux questions. Un déjeuner sur l'herbe sera organisé si les conditions météo et la disposition du site le permettent. Les fruits seront stockés dans des cageots recyclés et les participants les rapporteront chez eux à la fin de la récolte après un partage équitable entre tous.

Des ateliers avec des partenaires seront éventuellement proposés pour partager les savoir-faire et les connaissances sur les arbres et les fruits.

Pour renseignements sur la « Récolte solidaire de fruits 2012 » (si vous souhaitez participer aux récoltes ou si vous êtes propriétaire d'un arbre fruitier et vous avez besoin d'aide pour la récolte) contactez-nous :

Françoise TYSZKA, Présidente,

Leigh BARRET, Trésorière,

unvergerdansmaville@gmail.com

Dates : du 01 janvier 2012 au 31 décembre 2012

Calendrier prévisionnel :

De Janvier 2012 à Juin 2012, communication de l'information sur le projet : contacts avec les associations caritatives, les propriétaires d'arbres fruitiers et coordination avec les services des espaces verts de la ville de Magny pour fixer les dates de récolte.

De Juin 2012 à Novembre 2012 : une ou deux journées récoltes par mois avec récoltes possibles de cerises, prunes, pommes, poires, noix et châtaignes lieu de récolte : Saint-Quentin-en-Yvelines et environs. Magny-les-Hameaux est la ville pilote pour la récolte solidaire de fruits 2012.

Objectifs de la « Récolte solidaire de fruits 2012 » fournir des fruits frais et sains aux familles qui participent à la récolte et nécessitent une assistance alimentaire ou financière :

*encourager la solidarité entre les propriétaires de fruitiers et les participants qui sont bénéficiaires des fruits et favoriser les liens sociaux et intergénérationnels

*entretenir les arbres fruitiers sur le territoire, surtout dans les espaces publics par un constat, au moment de la récolte, des besoins de taille ou de présence de maladies sur les arbres.

*échanger sur le savoir-faire autour de la récolte et de la conservation de fruits frais.

*permettre au citoyen un rôle d'acteur dans un projet solidaire de résilience locale.

*éviter le gaspillage de nourriture.

*encourager le développement du projet sur d'autres communes du territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines et des environs dans les années futures.

La transition en France... recensement national des groupes locaux: résultats

12 février 2012

SQY EN TRANSITION
St-Quentin-en-Yvelines, une ville en transition

Flux  Articles  Commentaires



« Images en débat « Gasland » » Dimanche 11 Février à la Maison de l'Environnement... »

La transition en France... recensement national des groupes locaux : résultats
12 février 2012 par sqyequipe



SQY EN TRANSITION NEWSLETTER

Entrer votre adresse e-mail pour vous inscrire a ce blog et recevoir les notifications des nouveaux articles par e-mail.

Joignez-vous à 92 followers

abonnez moi !

ARTICLES RÉCENTS

Dimanche 11 Février à la Maison de l'Environnement...

Lancé en décembre 2011 et clos le 8 janvier 2012, le recensement a reçu à 93 réponses, dont 61 groupes existants, 20 groupes en cours de création et 12 personnes individuelles désireuses de fonder un groupe.

Tous les groupes connus n'ayant pas répondu au recensement, le recoupement de diverses sources permet d'estimer le nombre réel de groupes existants entre 80 et 90 groupes locaux : la transition a bel et bien décollé en France ! Certaines régions ou départements font même apparaître une forte densité d'initiatives, qui devrait permettre aux groupes voisins de travailler ensemble pour s'appuyer mutuellement.

Découvrez le bilan accessible à tous au format pdf : Recensement national – Janvier 2012, et la liste des groupes (trouvez le lien sur le site internet <http://www.transitionfrance.fr/archives/4487>)

Depuis, les inscriptions au recensement continuent, et nous en sommes à 105 réponses au 12 février. Le recensement continue, il est permanent et la liste publique est

automatiquement mise à jour. Si ce n'est pas encore fait, recensez-vous avec le formulaire en ligne sur le site internet : <http://www.transitionfrance.fr>

La transition avance en France grâce à vous tous.

- Le Groupe de Liaison de la Transition en France

III. La souveraineté alimentaire

Site : CIRAD.fr

« RuralStruc : réinvestir dans l'agriculture familiale pour faciliter la transformation rurale au Sud »

7 février 2012



The screenshot shows the CIRAD website interface. At the top left is the CIRAD logo with the text 'LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT'. To the right is a decorative graphic of various tropical leaves. A navigation menu includes 'Actualités', 'Emplois / Sta', and 'Annuaire / A'. Below this is a dark green navigation bar with four categories: 'Qui sommes-nous?', 'Nos recherches', 'Enseignement & formation', and 'Innovation & expertise'. A breadcrumb trail reads: 'Vous êtes ici : Accueil > Actualités > Toutes les actualités > RuralStruc : agriculture familiale et transformation rurale'. On the left side, there are three menu items: 'Toutes les actualités', 'Tout l'agenda', and 'Lettre d'information >>>'. The main content area features the article title 'RuralStruc : réinvestir dans l'agriculture familiale pour faciliter la transformation rurale au Sud' in large orange text. Below the title is the date '07/02/2012 - Article' and a short summary in a text box: 'Malgré 25 ans de libéralisation, la structure des économies d'Afrique subsaharienne a peu évolué et l'agriculture reste un levier majeur pour faciliter leur changement. C'est ce que relève l'étude d'envergure RuralStruc qui a permis de comparer la situation des ménages ruraux et le rôle de l'agriculture dans 7 pays d'Afrique et d'Amérique latine. Des politiques territoriales volontaristes sont la clé de la croissance agricole et de la diversification rurale qui permettront d'accélérer la sortie de la pauvreté. Le rapport est disponible en ligne.'

Malgré 25 ans de libéralisation, la structure des économies d'Afrique subsaharienne a peu évolué et l'agriculture reste un levier majeur pour faciliter leur changement. C'est ce que relève l'étude d'envergure RuralStruc qui a permis de comparer la situation des ménages ruraux et le rôle de l'agriculture dans 7 pays d'Afrique et d'Amérique latine. Des politiques territoriales volontaristes sont la clé de la croissance agricole et de la diversification rurale qui permettront d'accélérer la sortie de la pauvreté. Le rapport est disponible en ligne.

Les économies rurales des pays les plus pauvres restent marquées par le poids d'une agriculture encore largement tournée vers l'autoconsommation, peu affectée par les recompositions économiques globales. Ces constats sont le résultat des enquêtes menées par RuralStruc, un vaste programme de recherche mis en œuvre par la Banque mondiale, cofinancé par le Fonds international de développement agricole (Fida) et la coopération française, avec un important appui des chercheurs du Cirad. Grâce à des enquêtes réalisées dans 7 pays (Mexique, Nicaragua, Maroc, Sénégal, Mali, Kenya et Madagascar) auprès de 8 000 familles, RuralStruc a analysé finement la réalité socio-économique de 26 zones rurales.

Une réalité qui repose encore très largement sur l'agriculture, puisque 93 % des familles enquêtées possèdent des exploitations agricoles.

Une pauvreté rurale récurrente

Le programme a démarré en 2006 quand les négociateurs du cycle de Doha débattaient des retombées possibles d'une libéralisation du commerce international censée stimuler le développement des pays pauvres. Les objectifs de l'OMC sont désormais loin de l'actualité. Mais les résultats de RuralStruc, rappellent les décideurs à la réalité : dans un contexte de grande hétérogénéité des situations locales, la pauvreté est généralisée, et particulièrement forte en Afrique subsaharienne où 70 à 80 % des ménages enquêtés ont des revenus par tête nettement inférieurs à 2 dollars PPP (à parité de pouvoir d'achat) par personne et par jour. Et ce résultat est le plus souvent tiré vers le haut par seulement une poignée de familles qui s'en sortent un peu mieux. La proportion des ménages en dessous du seuil de 2\$ oscille entre 30 et 40 % au Maroc et au Nicaragua, dans des contextes un peu plus favorables, et tombe à 10 % au Mexique, le pays le plus avancé au sein de l'échantillon dans le processus de transformation rurale. « *Dans un tel contexte de pauvreté, la minimisation des risques et la recherche de la sécurité alimentaire par la production vivrière et l'autoconsommation sont la règle* » souligne le rapport RuralStruc.

L'intégration à l'économie mondiale atteint difficilement le petit producteur

Les enquêtes révèlent également des réalités rurales qui sont le plus souvent éloignées de la « révolution des supermarchés » et du développement de la contractualisation entre firmes et producteurs, fréquemment mis en avant dans la littérature. Les stratégies anti-risques des exploitants agricoles et des connexions aux marchés internationaux souvent difficiles expliquent la prépondérance des cultures alimentaires – principalement céréales et tubercules - dans les choix des producteurs : elles représentent entre 65 et 80 % du produit brut agricole des ménages enquêtés en Afrique subsaharienne. La connexion aux marchés internationaux, lorsqu'elle existe, s'effectue d'abord via des filières d'exportation classiques (coton, arachide, café) dont le développement s'est inscrit dans la durée et mobilise des circuits de commercialisation traditionnels. Les exportations à haute valeur ajoutée sont le plus souvent très localisées, liées à des opérateurs spécialisés, et ne concernent en conséquence qu'une faible proportion d'exploitations agricoles. Les marchés des produits alimentaires au niveau national et sous-régional restent les plus accessibles et bénéficient d'une demande forte et durable. Leur développement, en faisant sauter le verrou du risque pour le producteur, est une clé pour l'innovation et la diversification rurale.

L'emploi, premier défi pour l'Afrique

L'étude fait apparaître une spécificité africaine, la poussée des jeunes actifs, liée au stade de sa transition démographique. Le nombre de jeunes arrivant chaque année sur le marché du

travail, estimé aujourd'hui à 17 millions pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, atteindra 25 millions en 2025, soit une offre cumulée en travail de l'ordre de 330 millions d'ici quinze ans (l'équivalent de la population actuelle des Etats-Unis), dont près de 200 millions en zone rurale. Avec 65 % des actifs toujours dans l'agriculture, les alternatives d'emploi dans d'autres secteurs sont relativement limitées à court et moyen terme (la forte urbanisation africaine s'est effectuée sans industrialisation). Au-delà de la fonction de production, le secteur agricole devra impérativement générer plus d'activités et de revenus et la création d'emplois doit devenir un critère incontournable des choix de développement agricole. Ils conduisent à privilégier les agricultures familiales qui représentent l'écrasante majorité de l'emploi agricole, et à conditionner les facilités accordées éventuellement au secteur entrepreneurial au respect de critères en termes d'emploi.

Réinvestir les stratégies de développement pour répondre aux défis structurels

Des politiques volontaristes doivent favoriser l'augmentation des revenus agricoles par l'amélioration de la productivité et une meilleure accessibilité au marché. Car les revenus agricoles sont la clé de la demande rurale et de la nécessaire diversification en dehors de l'agriculture. Les niveaux de pauvreté imposent toutefois des investissements massifs dans les infrastructures, la formation et l'innovation, le fonctionnement des marchés et l'intégration régionale, dont la cohérence doit être assurée par de nécessaires stratégies de développement. Les approches globales ont été trop longtemps délaissées au profit d'approches sectorielles insuffisamment articulées. L'une des principales recommandations du programme RuralStruc consiste justement en la mise en œuvre de démarches territorialisées qui constituent le niveau adéquat d'identification des opportunités et contraintes du développement économique et de l'indispensable définition des priorités d'action. L'une d'entre elles est le renforcement des fonctions des petites villes et bourgs ruraux nécessaire à la densification des relations villes-campagnes – clé de la diversification rurale.

Une démarche novatrice, basée sur le partenariat avec des équipes du Sud

Ce rapport résulte de la synthèse d'un important travail de recherche en partenariat avec sept équipes nationales qui ont recueilli, analysé les données, et participé à la mise en débat des résultats du programme, dans leur pays et à l'international. Il sera prochainement édité en anglais sous forme d'un ouvrage dans la série Africa Development Forum (co-édition Banque mondiale – AFD) puis traduit en français.

Les principaux résultats du programme ont d'ores et déjà été utilisés comme source de référence du Rural Poverty Report 2010 du Fida. Ils ont également été présentés à la Global Donor Platform for Rural Development, et contribuent directement au développement de Rural Futures, la nouvelle initiative du Nepad (Union africaine).

07/02/2012 – Article

Site : roppa.info

Atelier de capitalisation « OP et Politiques » : Des enseignements mis en lumière pour mieux agir.

Février 2012



The image is a screenshot of the ROPPA website. At the top left is the ROPPA logo with the text "Réseau des organisations paysannes & de producteurs de l'Afrique de l'Ouest". To the right is a "français" button. Below the logo is a navigation menu with items: Accueil, Actualités, Le ROPPA, Plateformes, Activités, Ressources, Partenariat, Agenda. The main content area has a breadcrumb trail: Accueil » Atelier de capitalisation « OP et Politiques » : Des enseignements mis en lumière pour mieux agir. Below this is the title of the article: "Atelier de capitalisation « OP et Politiques » : Des enseignements mis en lumière pour mieux agir". Under the title is a photograph of a large group of people sitting around a long table in a conference room, engaged in a meeting. Below the photo is a short paragraph: "Inter-Réseaux a organisé en partenariat avec le ROPPA les 24 et 25 janvier à Ouagadougou, un atelier d'échanges et de capitalisation sur la participation des OPs dans le processus d'élaboration des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest."

Inter-Réseaux a organisé en partenariat avec le ROPPA les 24 et 25 janvier à Ouagadougou, un atelier d'échanges et de capitalisation sur la participation des OPs dans le processus d'élaboration des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest.

Il s'agissait de présenter et de tirer les enseignements d'études récentes réalisées par des ONG et des consultants en partenariat avec le ROPPA et certaines de ses plateformes nationales membres. Ces travaux ont été financés par l'AFD, et coordonnés par Inter-réseaux, dans le cadre d'un projet d'appui au ROPPA et aux plateformes (projet « réseaux Paar »).

Quatre études ont été constituées les références de cet atelier :

- une analyse générale de la participation des OP ouest-africaines aux politiques agricoles et commerciales, mettant l'accent sur le niveau régional, (Issala, Lares, Jade, Roppa)
- un travail de collecte et d'analyse de données sur les exploitations familiales au Sénégal mené par la Fongs
- une analyse de la participation des OP sur deux dossiers au Sénégal : les politiques foncières et la négociation des Accords de Partenariat Economiques, (Ipar, Cirad, CNCR)

- une analyse de la complémentarité nécessaire des OP filières et des OP généralistes centrée sur les cas du Burkina-Faso et du Bénin (Afdi, Iram, CPF, Fupro)

L'attente principale de cette réflexion collective était la valorisation des acquis de ces capitalisations dans la mise œuvre du Plan quinquennal du ROPPA.

Les participants, une cinquantaine, venus de l'ensemble des plateformes du ROPPA (sauf la Guinée-Bissau) et divers partenaires institutionnels ont, pendant 48 heures, revisité le contenu des capitalisations dans un objectif d'enrichissement ; un exercice de partage et d'appropriation auquel ont été associés les porteurs desdites capitalisations. Le ROPPA a, dans ce même esprit, apporté des éléments complémentaires de compréhension et d'analyse contribuant ainsi à éclairer les acteurs sur les enseignements qui s'imposent.

Un autre moment-clé de l'atelier a été consacré à une lecture croisée des leçons des différentes capitalisations avec les axes stratégiques et les activités planifiées dans le cadre du Plan quinquennal du ROPPA (2012-2016) et plus spécifiquement à travers son programme opérationnel 2012. Une convergence d'intérêts et de priorités s'est dégagée autour de trois thématiques :

l'affinement du plaidoyer en faveur de l'exploitation familiale, en utilisant notamment l'observatoire que le ROPPA a prévu de mettre en place dans les années à venir ;

le « profilage économique » des OPs, c'est-à-dire l'importance de mieux capitaliser les expériences économiques des OP et d'améliorer la complémentarité entre OP filières et OP « généralistes » ;

et la problématique des stocks et réserves alimentaires qui font l'objet de nombreuses discussions en ce moment au niveau régional et dont la pertinence est largement établie en relation avec les stratégies d'anticipation et de réponse aux chocs alimentaires dans la région ouest-africaine.

L'approche participative aidant, l'atelier a permis de recueillir auprès des participants, des apports riches et variés sur ces trois thématiques qui aideront à alimenter le plaidoyer du ROPPA. Il est également entendu que les nombreuses recommandations formulées au terme des travaux en rapport avec les exploitations familiales, le profilage économique et les réserves alimentaires viendront inspirer la mise en œuvre de ce Plan quinquennal.

En fait de recommandations, l'accent a été mis substantiellement sur les actions ci-après :

En rapport avec les Exploitations Familiales

- Elaborer une démarche simplifiée pour la mise en place des dispositifs de suivi des Exploitations familiales et partant de l'Observatoire et ceci, à partir d'un nombre limité d'indicateurs censés répondre aux principales fonctions de l'observatoire que sont la production de connaissances, la veille et l'alerte sur les politiques nationale, régionales et internationales pour la construction d'argumentaires et de propositions alternatives ;

- Mettre en place un comité de veille sur les politiques aux niveaux national et régional, composé de leaders et de techniciens ;
- Créer les conditions de valorisation des dynamiques capitalisées (Bénin, Burkina, Mali, Niger, Sénégal) à travers voyages d'échanges et autres appuis spécifiques ;
- Différencier les besoins par niveaux : local, national et régional ;
- Prendre en compte la dimension genre, notamment l'implication du collège des femmes, du collège et des femmes ainsi que les cadres de concertation des filières (riz, élevage, pêche, lait, horticulture) dans les dispositifs de suivi à mettre en place.

En lien avec le Profilage économique

- S'appuyer au maximum sur les OP en organisant des échanges paysans aux différents niveaux (sur le contenu et la démarche méthodologique) ;
- Prendre en compte toutes les dynamiques significatives (celles des membres des plateformes et des autres) dans le processus de capitalisation ;
- Compléter les travaux réalisés par les OP si besoin pour disposer d'informations précises (données chiffrées pour appuyer les argumentaires) ;
- Mettre en place une nouvelle dynamique de partage efficace de l'information (entre organisations, entre paysans) ;
- Intégrer le calendrier et le rythme d'évolution des task-force.

Concernant la réserve alimentaire régionale

- Positionner les Exploitations Familiales sur la problématique de la réserve alimentaire ;
- Avoir une stratégie visant, à court terme, à alimenter le plaidoyer et développer aussi une stratégie à long terme sur le système d'information, la constitution des stocks, etc.
- Utiliser la "task force" sur les réserves alimentaires pour influencer sur les décisions au niveau régional (Ecowap) ;
- Préparer une note d'orientation pour la prochaine réunion de la "task force" ;
- Prendre en compte l'agenda de l'ECOWAP sur la réserve alimentaire en Afrique de l'Ouest ;
- Valoriser les productions nationales et privilégier les achats locaux comme source première d'approvisionnement de la réserve régionale.

De façon plus transversale

- Sur l'ensemble des thématiques, construire des alliances stratégiques à différents niveaux incluant les réseaux de producteurs et de pasteurs, les organisations internationales, les organisations d'intégration régionale, les instituts de recherche, la société civile, les médias, etc.).

En somme, le pari serait gagné si les leçons apprises de ces capitalisations et les éclairages apportés par cet atelier venaient effectivement éclairer l'action future. C'est dire combien il est essentiel que les résultats et résolutions issus de cette rencontre soient relayés de façon

exhaustive à la base, au niveau des plateformes nationales du ROPPA qui devront y trouver une plus-value dans la défense et la gestion des intérêts de l'agriculture familiale ouest-africaine.

IV. La PAC 2013

Site : Europe1.fr

Les agriculteurs en colère devant le Ministère

3 février 2012



Une centaine de manifestants a protesté contre les mesures environnementales du gouvernement.

La circulation était difficile vendredi matin sur le boulevard Saint-Germain à Paris. L'axe, très emprunté en temps habituel, a été bloqué par une cinquantaine d'agriculteurs venus manifester devant le ministère de l'Environnement. Ils protestaient contre la politique environnementale du gouvernement, qui, selon eux, augmentent leurs coûts et les rendent moins compétitifs par rapport à leurs homologues européens, notamment les Allemands qui auraient une régulation plus "souple".

Les paysans ont commencé leur opération commando vers 7 heures du matin. En quelques minutes, deux camions ont déversé plusieurs tonnes de terre devant les grilles du ministère de l'Ecologie, à quelques mètres de l'Assemblée nationale et sur les voies de circulation. Les agriculteurs ont également répandu des bottes de paille. Au pied d'un arbre mort, ils ont mis en place une pancarte expliquant qu'il s'agit du "Résultat de la politique de NKM" tandis qu'à quelques mètres, les agriculteurs ont déposé des sacs de blé, des bouteilles de lait, du pain et des légumes avec une pancarte "L'agriculture nous nourrit".

"On vient dénoncer l'écologie punitive et dogmatique"

Pour les syndicats agricoles FDSEA et Jeunes agriculteurs d'Ile-de-France qui ont appelé à la mobilisation, l'ennemi est Nathalie Kosciusko-Morizet, la ministre de l'Environnement. "On vient dénoncer l'écologie punitive et dogmatique de la ministre, qui nous empêche de produire plus et bien", a dénoncé sur Europe 1 Damien Greffin, président de la FNSEA Ile-de-France. Les agriculteurs ont collé des affiches à l'effigie de NKM affublée, grâce à un photo-montage, de lunettes rouges rappelant celles d'Eva Joly, la candidate d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) à la présidentielle.

L'opération est symbolique : à trois semaines de l'ouverture du Salon de l'agriculture, les agriculteurs veulent occuper le terrain médiatique.

« Déclaration des ministres de l'Agriculture sur la réforme de la Politique Agricole Commune »

6 février 2012

The screenshot shows the homepage of agriculture.gouv.fr. At the top left is the French Republic logo and the text 'MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION DE LA PÊCHE DE LA BIVALVITE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE'. The main header features the text 'agriculture .gouv.fr' with a landscape illustration. A navigation bar includes 'THÉMATIQUES', 'MINISTÈRE', 'PRESSE', 'PUBLICATIONS', 'MÉDIATHÈQUE', and 'WEBTV'. Below this is a search bar and a 'RECHERCHE' button. The main content area is titled 'Flash - 14ème Conseil des ministres franco-allemand' and 'Presse'. A search box is on the left. The main article is titled '14ème Conseil des ministres franco-allemand' with the date '06/02/2012'. The article text states: 'Déclaration des ministres de l'Agriculture sur la réforme de la Politique agricole commune PAC : Bilan d'étape'. The text continues: 'L'agriculture est devenu un domaine de convergence avec l'Allemagne : la position franco-allemande pour une PAC forte au-delà de 2013 a ainsi contribué à peser sur les propositions que la Commission a présentées au printemps 2011 sur le futur budget de l'UE. Cette dynamique positive doit se poursuivre et s'approfondir, notamment sur le verdissement de la PAC et la régulation, de manière à peser là encore sur les difficiles négociations qui s'engagent au niveau européen.' Below the text is a link to download the declaration. On the right, there is a 'Fil actualités' section with several news items dated 06/02, 07/02, and 02/02.

14^{ème} Conseil des ministres franco-allemands

Palais de l'Élysée – Lundi 6 février 2012

Déclaration des ministres de l'Agriculture sur la réforme de la Politique agricole commune PAC : Bilan d'étape

Dès le 14 septembre 2010, la France et l'Allemagne ont présenté des propositions conjointes en faveur d'une PAC forte. Ces propositions sont aujourd'hui au cœur des négociations entre la Commission, le Parlement européen et les Etats membres. Face à la crise économique que traverse l'Europe, les deux pays restent convaincus qu'une agriculture durable, productive et compétitive est essentielle à la croissance et à l'emploi en Europe.

L'Union européenne a besoin d'une PAC forte au-delà de 2013. Il est nécessaire de disposer de ressources à la hauteur de nos ambitions. L'agriculture a besoin de stabilité et de visibilité. Une décision finale sur toutes les questions relatives aux finances sera prise lorsque les décisions sur l'ensemble des politiques et le cadre financier global de l'Union auront été prises.

Les propositions de la Commission sur la PAC de l'après 2013 vont profondément changer le visage de l'agriculture européenne. Au moment où les négociations entrent dans une phase cruciale, la France et l'Allemagne précisent leurs positions communes sur les points suivants :

- la proposition de redistribution des aides entre les Etats membres telle qu'avancée par la Commission renforce la légitimité de la PAC tout en tenant compte de la diversité des conditions économiques de chacun des Etats. A cet égard, tout dispositif de redistribution des aides directes entre Etats membres devra être progressif, limité dans son volume, sans bouleverser les équilibres internes à l'Union européenne et dans le cadre d'une approche globale intégrant les deux piliers de la PAC.

- Le principe d'un verdissement des aides directes est une opportunité pour le développement durable de l'agriculture européenne. Mais certaines modalités proposées par la Commission comportent le risque de ne pas être adaptées à la réalité économique de l'agriculture et aux défis qu'elle doit relever. Comme l'ont montré les premiers échanges au Conseil des ministres de l'agriculture, il est nécessaire de poursuivre les discussions sur la définition des critères de verdissement et les infrastructures agro-écologiques. Au-delà, les propositions de la Commission doivent être améliorées : pour valoriser l'élevage à l'herbe, pour soutenir de nouveaux systèmes de production durable, pour simplifier la conditionnalité, pour trouver des solutions pragmatiques pour certains modèles d'exploitations et, plus généralement, minimiser les coûts administratifs par la simplification.

- La Commission propose une dynamique de convergence des aides entre exploitations au sein d'un Etat membre ou d'une région. Cette dynamique doit avoir pour objectif de renforcer l'équité des aides. Mais elle doit tenir compte de la réalité économique des exploitations et de la diversité des situations et laisser une large subsidiarité aux Etats membres sur les modalités de mise en œuvre.

- Ce même principe de subsidiarité et la prise en compte des spécificités régionales doit nous guider dans l'examen des propositions de la Commission sur le plafonnement, le zonage des régions défavorisées et de montagne, les dispositifs spécifiques pour les jeunes ou les petits agriculteurs, la définition de l'agriculteur actif, les aides spécifiques à des secteurs fragiles.

- Les instruments de marché actuels (notamment l'intervention, le stockage privé...) sont une partie d'un filet de sécurité destiné à protéger le secteur agricole des effets de crises majeures en Europe. Certains peuvent être encore améliorés afin de rendre plus efficace leur mise en œuvre et de les simplifier. Il est essentiel que les moyens financiers en cas de crise soient effectivement mobilisables et à temps. La discussion sur la date de fin des quotas sucriers doit être poursuivie pour ne pas mettre en danger le processus d'adaptation. Les droits de plantations doivent être maintenus. La position des producteurs doit être renforcée sans toutefois conduire à des distorsions de concurrence au sein du marché intérieur.

Enfin, une politique agricole commune n'a de sens que si l'Union a une vision claire de ses intérêts dans la mondialisation et dans ses relations commerciales avec ses partenaires. Dans le cadre du droit international, il est important de prendre conscience de la nécessité d'établir, en ce qui concerne les normes de l'UE, des conditions de concurrence équitables entre les producteurs de l'UE et des pays tiers, de sorte que les exigences des consommateurs et toutes les préoccupations sociétales, telles que la qualité, la santé, l'environnement et le bien-être des animaux, soient prises en compte.

Les gouvernements français et allemands poursuivront leur dialogue durant toutes les négociations. Ils renouvellent leur encouragement à poursuivre dans le même temps les échanges entre les organisations agricoles des deux pays.

V. L'accès de la terre en Inde

Site: indianexpress.com

"Mayawati govt involved in land-grabbing: Mulayam"

February 06 2012

The screenshot shows the Indian Express website interface. At the top, there's a navigation bar with categories like News, India, World, Business, etc. Below that, a banner for TORFX offers 'Excellent Exchange Rates' and a 'FREE Quote'. The main headline reads 'Mayawati govt involved in land-grabbing: Mulayam'. The article text is as follows:

Accusing the BSP government in Uttar Pradesh of being involved in land-grabbing, Samajwadi Party supremo Mulayam Singh Yadav today said the Mayawati-led regime was involved in scams of over Rs 40,000 crore.

"The present BSP government in the state is involved in land-grabbing and corruption cases. The Mayawati-led government has committed scams of over Rs 40,000 crores," Yadav said while addressing an election meeting here.

He said that as soon as his party forms the next government in the state, the party manifesto would be implemented in letter and spirit.

"The youths, who could not be provided jobs will be given unemployment allowance of Rs 1,000 per month, loans of weavers upto Rs 50,000 will be waived off, besides attempts will be made to include 70 castes in SC category," Yadav said urging people to vote for his party for good governance in the state.

On the right side of the article, there is an advertisement for 'OFFRES GROUPON' featuring a watch with a '-70%' discount. Below the ad is a Facebook widget. At the bottom of the page, there are links for 'Latest News', 'Today's Paper', and 'Edits & Columns'.

Accusing the BSP government in Uttar Pradesh of being involved in land-grabbing, Samajwadi Party supremo Mulayam Singh Yadav today said the Mayawati-led regime was involved in scams of over Rs 40,000 crore.

"The present BSP government in the state is involved in land-grabbing and corruption cases. The Mayawati-led government has committed scams of over Rs 40,000 crores," Yadav said while addressing an election meeting here.

He said that as soon as his party forms the next government in the state, the party manifesto would be implemented in letter and spirit.

"The youths, who could not be provided jobs will be given unemployment allowance of Rs 1,000 per month, loans of weavers upto Rs 50,000 will be waived off, besides attempts will

be made to include 70 castes in SC category," Yadav said urging people to vote for his party for good governance in the state.

« **Provide land to all landless people: samiti** »

7 février 2012



The United Democratic Front (UDF) government should come out with a progressive policy to provide land for farming and construction of houses to all landless and homeless people in the State, Dalit ideologue Saji M. Kapeekkad has said.

Addressing a public meeting organised by the Adivassi-Dalit Munnetta Samiti here on Tuesday, Mr. Kapeekkad said the allotment of land for farming to all landless people would bring economic development. The government should desist from 'tethering those belonging to the scheduled caste and scheduled tribe categories to three-cent colonies.' Samiti president Sreeraman Koyyon said 2.55 lakh acres of government land had been in the illegal possession of various private parties such as Harrisons Malayalam Ltd., Tata Estate, and Believers Church.

The government should show the political will to take over such land and distribute it among the landless people. Thousands of landless people in the Dalit and upper caste sections of society were being denied their fundamental right to have a dwelling place as a huge chunk of land was in the illegal possession of corporate houses, he said.

The samiti would launch a State-wide agitation to press its demands. Samiti general secretary C.H. Gopalan and office-bearers C.K. Arjunan, Kanchiyaal Peethambaran, Bijoy David, Ammini Narayanan, Santhamma Kallarackal, and Hari Naranganam spoke.

The Hindu : Cities / Thiruvananthapuram : Provide land to all landless people: samiti

The United Democratic Front (UDF) government should come out with a progressive policy to provide land for farming and construction of houses to all landless and homeless people in the State, Dalit ideologue Saji M. Kapeekkad has said.

Addressing a public meeting organised by the Advissi-Dalit Munnetta Samiti here on Tuesday, Mr. Kapeekkad said the allotment of land for farming to all landless people would bring economic development. The government should desist from 'tethering those belonging to the scheduled caste and scheduled tribe categories to three-cent colonies.' Samiti president Sreeraman Koyyon said 2.55 lakh acres of government land had been in the illegal possession of various private parties such as Harrisons Malayalam Ltd., Tata Estate, and Believers Church.

The government should show the political will to take over such land and distribute it among the landless people. Thousands of landless people in the Dalit and upper caste sections of society were being denied their fundamental right to have a dwelling place as a huge chunk of land was in the illegal possession of corporate houses, he said.

The samiti would launch a State-wide agitation to press its demands. Samiti general secretary C.H. Gopalan and office-bearers C.K. Arjunan, Kanchiyaal Peethambaran, Bijoy David, Ammini Narayanan, Santhamma Kallarackal, and Hari Naranganam spoke.



Alter Eco 2012 : Un Nouveau Monde en Marche

Communiqué de presse Alter Eco - Février 2012

UN NOUVEAU MONDE EN MARCHÉ

C'est au cœur de la plus grande marche non violente organisée dans l'histoire de l'humanité, initiée en octobre 2011 en Inde, qu'Alter Eco inscrit le projet «Un nouveau monde en marche». L'idée : témoigner sur l'implication des principes de non-violence dans l'économie, l'écologie, le changement personnel et réconcilier les échanges Nord/Sud.

L'objectif : mettre en avant la nécessité de défendre un modèle de polyculture biologique et des échanges équitables au sud comme au nord, s'interroger sur le système de valeurs s'y rapportant et d'apporter notre soutien aux problématiques des « sans terre ».

Quatre temps forts en 2012 autour du projet « Un Nouveau Monde en Marche »:

Depuis janvier 2012, Alter Eco réalise des interviews de personnalités phares (notamment Jean Marie Pelt, Christophe André, Pierre Rabhi, Mathieu Ricard...) sur l'intégration des principes de non violence dans la sphère économique, écologique, dans le changement individuel et collectif. Ces interviews filmées seront diffusées mensuellement durant toute l'année 2012.

Découvrez dès maintenant la première interview, celle de Pierre Rabhi, agronome et philosophe, fon-

dateur du Mouvement Colibris : [Un Nouveau Monde en Marche / Pierre Rabhi](#)

Contactez nous pour avoir accès aux autres films pour les diffuser en avant première.

Le 4 juin 2012, Sortie du livre « Un nouveau monde en marche », publié aux éditions Yves Michel. Les sujets principaux étant l'économie non violente, l'écologie, la transformation sociétale illustrés par les échanges avec les personnalités phares (coauteur : Laurent Muratet - Alter Eco et Etienne Godinot - Gandhi International).

Octobre 2012, A l'occasion de cette marche non violente initiée par Ekta Parishad (mouvement populaire indien fondé sur les principes gandhien de non-violence), Alter Eco invitera des producteurs français et indiens à rejoindre cette marche.

Décembre 2012 Un documentaire éponyme sera également réalisé au cours de cet événement et diffusé lors d'une conférence de restitution organisée par Alter Eco, en présence des agriculteurs et participants du projet «Un nouveau monde en marche».

Contexte de la marche:

D'octobre 2011 à Septembre 2012, Rajagopal P.V. le leader indien d'Ekta Parishad, parcourra l'Inde à travers un périple d'un an qui passera dans plus de 300 districts. Octobre 2012 verra l'aboutissement de ce périple avec la marche de 100 000 exclus pendant 15 jours avec le point d'arrivée à New Delhi. L'objectif de la marche est d'unir les communautés autour d'une lutte non violente pour garantir le droit à la terre des paysans et la préservation des ressources naturelles.

Jansatyagraha 2012 et The Meal : marcher et manger pour soutenir les paysans indiens

Janvier 2012

LRD

JanSatyagraha 2012 et The Meal : marcher et manger pour soutenir les paysans indiens

44

Détermination et non-violence pour construire un monde plus juste et plus écologique sont au fondement et au cœur de la marche. En octobre 2012, en Inde et ailleurs dans le monde, des dizaines de milliers de personnes mettent un pas devant l'autre pour faire valoir la cause des pauvres, des indigènes et des castes défavorisées en Inde et, plus largement, renforcer l'alternatif mondial pour pousser à en finir avec le modèle économique qui ravage la planète.

Marcher pour afficher sa dignité et sa détermination. Pour renouer sa vitalité individuelle et déigner une force collective. « Marcher pour montrer qu'on est debout », résume Étienne Godinet. Bout à Bourg-en-Bresse, dans l'Ain, et bénévole à l'association française Gandhi International, ce retraité est en ce moment très occupé à préparer en France et en Europe le JanSatyagraha 2012.

Il signifie « peigner » en hindi. En son langage gandhien, le « satyagrahi » est un combattant de la non-violence qui agit de la vérité une éthique de vie (Poehl, 2011). La marche JanSatyagraha exprime donc la force de vérité du peuple. C'est une marche non-violente pour la justice.

La marche est en effet une manière privilégiée d'agir : elle trace moyen de pression par la masse et/ou la force symbolique et moment de construction ou de renforcement d'un mouvement collectif. On marche pour construire « et aussi pour créer du lien, d'unir aux autres de manière nouvelle », confirme Étienne Godinet.

Depuis que le Mahatma, accompagné de quelques dizaines de satyagrahis, quitta

Ahmedabad, capitale de l'Etat du Gujerat où se trouvent ses ashrams, le 12 mars 1930 au matin, pour rejoindre les marais salants de Dandi, au bord de l'Océan Indien, à 360 km de là, près d'un mois plus tard, la marche est reconnue comme un puissant outil non-violent de défense des causes justes.

En retournant, au bout de ce périple, une poignée de satyagrahis, le Mahatma défilait le loi qui contraignait les Indiens à payer un impôt sur le sel. Un geste qui inspira des milliers d'Indiens et qui se répéta, dix-sept ans de renommée plus tard, par le sursaut du colonisateur.

Une technique qui réussit fait naturellement des émules. Dans les années 1960, Martin Luther King marche contre la discrimination raciale. Partis de leurs terres, les paysans de Lorraine marchent sur Paris en novembre 1978. D'octobre à décembre 1983, des jeunes noirs de l'immigration marchent pour l'égalité et contre le racisme. Paris à trente-deux de Marseille, ils défilent à plus de 60 000 dans les rues de la capitale. Dans les années 2000,

diverses marches pour la décroissance en France demandent de résister dans un monde qui court à grandes enjambées à sa perte.

Le 2 octobre 2012 (jour anniversaire de la naissance de Gandhi, en 1869), à l'invitation de l'Indien Rajagopal (il ne divulgue jamais son nom de famille, qui permettrait d'identifier sa route), des dizaines de milliers de paysans sans terre, intouchables et indigènes reprendront le flambeau. Ils partiront de Gandhinagar, dans l'Etat du Madhya Pradesh, pour le JanSatyagraha.

Un mois plus tard et 285 kilomètres plus loin, ces satyagrahis du XXI^e siècle arrivent à New Delhi, capitale du pays, où ils demanderont au Gouvernement indien d'instaurer une réforme agraire juste, d'appliquer la loi sur les droits des populations tribales à voter et à exploiter leurs forêts et d'arrêter les expulsions au profit de projets miniers, touristiques et d'agrobusiness.

Ekta Parishad (« Forum de l'amitié » en hindi), association que Rajagopal a fondée

Expliquer le sens de la marche

Un projet fou : The Meal

« Il n'y a pas qu'en Inde que les paysans se suicident. En France, chaque jour, plus d'un paysan ritue à sa mort », écrit Michel Bassacorn. Basé sur les boots-de-Léon, en Suisse, cet homme s'engage dans une entreprise transfrontalière : rassembler 100 000 convives autour de repas solidaires alternatifs dans le monde.

La grande table est prévue pour le 15 septembre 2012. Le projet s'appelle The Meal et son millier d'invités compte à 80 %.

Tout le monde (collectivités, associations, groupes d'artistes, amis) peut s'engager à organiser, dans son quartier ou son village, un repas avec des aliments issus de producteurs locaux. Chaque convive peut être français, paysan ou même sans terre, consultant économique local. Et la recette « associative », après délibération collective des convives, sera portée par un partielle des convives, ou par un collectif de soutien aux agriculteurs indiens. Un coût de la JanSatyagraha en Inde sera estimé à 1,5 million d'euros, à des projets locaux en plus avec les objectifs de la mondialisation ou en partage de lieux diversifiés géographiques de célébration sur leur territoire local et non la

au-delà des aspects budgétaires, le but est, comme pour la marche, de stimuler la responsabilité de discuter des problèmes d'agriculture, de trouver des solutions, de consolider des liens entre producteurs et consommateurs et de s'adresser à la réalité des autres villes participantes. Michel Bassacorn compte relier les divers événements par vidéo-conférence, sans parler d'un chaîne de télévision participative. Au novembre 2011, 22 villes étaient déjà prêtes de participer à ce grand festin de la solidarité, dont Paris, Genève, Luxembourg, Charlevoix, Nancy, Strasbourg, Orges. LRD



Jamshed, grande marche accomplie en 2007, traversa la ville d'Agra (Uttar Pradesh) six jours après être partie de Gwalior (Madhya Pradesh)

en 1991, fédère 300 organisations et compte plus d'un million de sympathisants. Elle espère voir pas moins de 100 000 Indiens se joindre à la JnaSatyagraha 2012. En 2007 déjà, une marche – intitulée JnaDeah : le verdict du peuple – a compté 25 000 participants. Ses artisans avaient obtenu une nouvelle loi sur les droits des populations tribales forestières et la mise en place d'une commission de réforme agraire.

La reconnaissance du droit à la terre et à la souveraineté alimentaire, l'urgence qu'il y a à trouver un autre modèle de développement sont au cœur des luttes en Inde. En représentatives d'une réalité mondiale : « La situation, avec bien sûr des variations, est la même sur la planète entière », remarque Étienne Godinot. Il est donc naturel que, partout dans le monde, des dizaines d'associations s'activent pour se raccorder à cette marche.

En lien avec la marche indienne, des actions non-violentes simultanées et concertées – marches, sit-in, châlées biennales, heures de silence, etc. – auront lieu sur plusieurs continents. En particulier entre le 2 octobre, Journée internationale de la non-violence, et le 17 octobre, Journée internationale du refus de la misère.

L'ambition d'Ekta Parishad est que l'action en Inde soit une étincelle pour que des pauvres et des jeunes de toute la planète passent de la résignation à la non-violence

active. « Alors, nous pourrions agir ensemble. Ce sera comme si nous passions d'un Forum social mondial à une action mondiale », déclare Rajagopal lors d'une conférence en 2010, à l'hôpital, lieu de l'explosion de l'usine #Union Carbide, le 3 décembre 1984, qui fit de 20 000 à 25 000 morts.

Des actions un peu partout

Pour assurer le succès de JnaSatyagraha, Rajagopal est parti de bonne heure : un an avant tout le monde ! Depuis le 2 octobre 2011, il sillonne l'Inde pour expliquer le sens de la marche à ses concitoyens. Ce périple de mobilisation devrait le conduire à couvrir une distance totale de 6000 km et à être présent dans 300 des 600 districts du pays. À chaque halte, des rencontres ont lieu avec la population locale, des forums ouverts, des discussions publiques. Il explique et il écoute. Bref, c'est pire qu'une campagne présidentielle !

En France, la mobilisation active commencera en mars 2012 avec la tournée d'une représentante d'Ekta Mahila Manch, branche féminine d'Ekta Parishad. Elle participera à des conférences-débats pour recruter des soutiens. Réciproquement, des paysans de Charente-Maritime marcheront en Inde en août 2012 avec des producteurs indiens de thé. Leur but : montrer que les paysans qui pratiquent la polyculture-éle-

vage se heurtent à des obstacles similaires en différents endroits du monde.

Le point d'orgue sera la marche de 450 km qui partira du Croëck, en Loire-Atlantique, le 21 septembre, pour gagner le parvis du Trocadéro, à Paris, le 17 octobre. Le Croëck, tout près des marais salants de Guérande, est un clin d'œil à la marche du sel. Il s'agit de prendre le relais et de prolonger l'œuvre de Gandhi en affrontant les défis du XXI^e siècle.

À cet égard, le point d'arrivée est hautement symbolique. C'est là que fut inauguré, soit un quart de siècle, le 17 octobre 1987, une dalle qui proclame : « Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. » Signé : Péter Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde. ■

BIBLIOTHÈQUE

Peter M. Tovey *Le servile peuplé - Faire son Gandhi - face aux défis globaux*, L'Esprit-Orval n° 43, août-septembre-octobre 2011, pp. 9-13.

POUR ALLER PLUS LOIN

www.jna-sumit-2012.fr
www.gandhi2012.org
<http://ekta-gomara.blogspot.com>
www.ektaparisad.com
www.khe-mal.net

VI. Education et sensibilisation

Site : asmae.fr

« **Sensibilisation** »

Février 2012

asmae

Découvrir Asmae

Partir en chantier

Sensibilisation

Nos animations

Sensibilisation sur événements

Où nous rencontrer ?

Nos projets Sud

S'engager

SENSIBILISATION SUR ÉVÈNEMENTS

Asmae propose des animations lors d'événements ou de festivals musicaux afin de sensibiliser le public à des thématiques et enjeux propres aux relations Nord-Sud ou d'informer et de témoigner sur les possibilités de mener des projets de volontariat dans un pays du Sud.

Quelques activités déjà réalisées...

Espace de rencontre

Asmae propose des espaces de témoignages et d'informations sur les formations en éducation aux développements. Les festivaliers peuvent y rencontrer d'anciens participants à des projets dans le Sud.

Volontaires en événements !

Faites un don

Rejoignez-nous sur Facebook

Inscrivez-vous à la newsletter

UN PROJET DE VOLONTARIAT N'EST PAS UNE FIN EN SOI

Sensibilisation Nord/Sud

Asmae propose des animations lors d'événements ou de festivals musicaux afin de sensibiliser le public à des thématiques et enjeux propres aux relations Nord-Sud ou d'informer et de témoigner sur les possibilités de mener des projets de volontariat dans un pays du Sud.

Quelques activités déjà réalisées...

Espace de rencontre

Asmae propose des espaces de témoignages et d'informations sur les formations en éducation aux développements. Les festivaliers peuvent y rencontrer d'anciens participants à des projets dans le Sud.

Sensibilisation Nord/Sud

Au sein du parcours citoyen, Asmae présente une activité de sensibilisation sur les grands déséquilibres démographiques et économiques mondiaux. L'objectif étant de permettre aux jeunes festivaliers de comprendre les grands enjeux propres aux relations Nord/Sud.

Sensibilisation à la protection des mangroves

Les mangroves sont un des écosystèmes les plus productifs au monde mais également un des plus menacés. Elles ont un rôle économique et écologique important notamment en servant de zone de reproduction pour le poisson de mer et de brise-lame naturel pour stopper les tsunamis.

Cet écosystème est détruit essentiellement par les activités humaines. Parmi les causes de cette destruction, nous pouvons citer l'utilisation de bois par les populations locales pour la chauffe et la construction, mais aussi et surtout, par l'industrie d'exportation de la crevette et le tourisme de masse.

Cette activité a pour objectif de mener une réflexion sur nos modes de consommation alimentaire et touristique et de proposer des alternatives concrètes.

« Sensibiliser les élèves au fléau de la malnutrition »

Février 2012

The screenshot shows the website interface for 'Coordination SUD'. The header includes the logo and the text 'La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale | extranet'. A navigation menu contains 'Coordination SUD', 'Membres', 'Partenaires', 'Presse', 'ONGrama', and 'Contacts'. A search bar is located on the right. The main content area features a news article titled 'Sensibiliser les élèves au fléau de la malnutrition' with a date range of 'Du 01/03/2012 au 27/04/2012'. The article includes a photo of a '15ème ANNEE' poster for 'COURSE CONTRE LA FAIM' and text describing the initiative. A sidebar on the left lists various topics like 'Fiches', 'Appel aux ONG', and 'Plaidoyer'. A sidebar on the right offers services like 'Recherche', 'Appels d'offres', and 'Boîte à outils'.

Coordination SUD
Solidarité Urgence Développement

La coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale | extranet

Coordination SUD Membres Partenaires Presse ONGrama Contacts

Accueil > Diabète > Sensibiliser les élèves au fléau de la malnutrition

Sensibiliser les élèves au fléau de la malnutrition

Du 01/03/2012 au 27/04/2012

Action contre la Faim recherche actuellement des centaines de bénévoles pour animer des séances de sensibilisation dans les établissements scolaires participant au projet, à Paris, et en Ile de France, mais aussi à Lille, Strasbourg, Mulhouse, Nancy, Lyon, Saint-Etienne, Grenoble, Marseille, Agen, Bordeaux, Poitiers, la Roche-sur-Yon, Nantes et Angers, Sedan, Dijon, Evreux, Reims, le Tarn, l'Orne, l'Oise, l'Eure et Loir, la Cote d'Or et l'Aude.

La Course contre la Faim : un projet pédagogique, solidaire et sportif

Des séances de sensibilisation sont animées par des bénévoles pour expliquer aux jeunes, à l'aide de supports pédagogiques adaptés, le problème de la faim dans le monde. A l'issue de ces séances, chaque élève part à la recherche de sponsors qui vont leur promettre des dons pour les kilomètres qu'ils tenteront de courir le jour de la Course, qui aura lieu le vendredi 11 mai 2012 dans toute la France.

Nous avons besoin de vous !

Plus d'infos sur www.coursecontrelafaim.org

Pour devenir bénévole, écrivez nous à l'adresse : benevolescourse@actioncontrelafaim.org

Recherche
Rechercher... OK
recherche avancée

Appels d'offres
Newsletters
Emploi & mission
Partenariats ONG-Entreprises

Boîte à outils
Actualités Agenda
Formations Financements
Prestataires Organismes ressources
Documents ressources Analyses et positions

Fiches
Dialogue structure
G8-G20 français 2011
En route vers Busan

Appel aux ONG
Accès aux financements
Stratégies d'alliance
Appui à l'organisation
FRIO

Plaidoyer
Agriculture & Alimentation
APD
Climat
Diplomatie non gouvernementale
Education
Europe
Forum Social Mondial
G8 / G20
Genre